

NATIONS UNIES

Assemblée générale

CINQUANTE-QUATRIÈME SESSION

Documents officiels

DEUXIÈME COMMISSION
39e séance
tenue le
vendredi 12 novembre 1999
à 10 heures
New York

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 39e SÉANCE

Président : M. OLHAYE (Djibouti)

SOMMAIRE

POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR : RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL (suite)

POINT 98 DE L'ORDRE DU JOUR : QUESTIONS DE POLITIQUE SECTORIELLE (suite)

a) COOPERATION POUR LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL (suite)

POINT 100 DE L'ORDRE DU JOUR : ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT DURABLE (suite)

b) DECENNIE INTERNATIONALE DE LA PREVENTION DES CATASTROPHES NATURELLES
(suite)

POINT 102 DE L'ORDRE DU JOUR : FORMATION ET RECHERCHE (suite)

POINT 103 DE L'ORDRE DU JOUR : SOUVERAINETE PERMANENTE DU PEUPLE PALESTINIEN
DANS LE TERRITOIRE PALESTINIEN OCCUPE, Y COMPRIS JERUSALEM, ET DE LA POPULATION
ARABE DANS LE GOLAN SYRIEN OCCUPE SUR LEURS RESSOURCES NATURELLES (suite)

POINT 97 DE L'ORDRE DU JOUR : QUESTIONS DE POLITIQUE MACRO-ECONOMIQUE (suite)

c) COMMERCE ET DEVELOPPEMENT

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-0750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

Distr. GÉNÉRALE
A/C.2/54/SR.39
15 mars 2000
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

La séance est ouverte à 11 heures.

POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR : RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL (suite)
(A/C.2/54/L.31)

Projet de décision sur le rapport du Conseil économique et social

1. M. TALBOT (Guyana), présentant le projet de décision au nom du Groupe des 77 et de la Chine, dit qu'il vise à faciliter l'examen du rapport du Comité de l'énergie et des ressources naturelles au service du développement (E/1999/32) dans la mesure où il a trait aux propositions relatives à l'eau, à l'utilisation de la terre et à la planification intégrée des terres et des ressources minérales. Le Groupe des 77 et la Chine auraient préféré que la Commission du développement durable examine le rapport avant qu'il ne soit soumis au Conseil économique et social; cependant, puisque le Conseil a déjà adopté une décision à ce sujet (1999/277), la Commission devra tenir compte de cette décision lorsqu'elle formulera sa propre recommandation à l'Assemblée générale.

POINT 98 DE L'ORDRE DU JOUR : QUESTIONS DE POLITIQUE SECTORIELLE (suite)
(A/C.2/54/L.27)

a) COOPERATION POUR LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL (suite)

Projet de résolution sur la deuxième Décennie du développement industriel de l'Afrique (A/C.2/54/L.27)

2. M. TALBOT (Guyana), présentant le projet de résolution au nom du Groupe des 77 et de la Chine dit qu'il réaffirme la nécessité pour les pays africains qui ne l'ont pas encore fait d'intégrer les objectifs de l'Alliance pour l'industrialisation de l'Afrique dans leurs plans nationaux et dans la mise en place de capacités institutionnelles, demande à la communauté internationale d'appuyer l'exécution du programme de la deuxième Décennie du développement industriel de l'Afrique et du Plan d'action de l'Alliance pour l'industrialisation de l'Afrique, invite les donateurs à appuyer les efforts que font les pays africains pour étendre la coopération industrielle et demande à l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel de renforcer ses relations de travail avec l'Organisation mondiale du commerce et les autres institutions multilatérales compétentes afin de fournir une assistance technique aux pays africains.

POINT 100 DE L'ORDRE DU JOUR : ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT DURABLE (suite)
(A/C.2/54/L.28 et L.29)

b) DECENNIE INTERNATIONALE DE LA PREVENTION DES CATASTROPHES NATURELLES (suite)

Projet de résolution sur la Décennie internationale de la prévention des catastrophes naturelles : arrangements consécutifs (A/C.2/54/L.28)

3. Mme CRITCHLOW (Guyana), présentant le projet de résolution au nom du Groupe des 77 et de la Chine, attire particulièrement l'attention sur les paragraphes 4 et 6, ajoutant que les catastrophes naturelles ayant un impact négatif sur les

/...

efforts de développement, elle espère que la communauté internationale appuiera les pays en développement dans les efforts qu'ils déploient pour mettre au point des systèmes d'alerte rapide.

Projet de résolution sur la coopération internationale pour l'atténuation des effets du phénomène El Niño (A/C.2/54/L.29)

4. Mme CRITCHLOW (Guyana), présentant le projet de résolution au nom du Groupe des 77 et de la Chine, déclare que le phénomène El Niño étant supposé se reproduire d'ici cinq ans, une action rapide est nécessaire afin d'atténuer son impact sur les efforts de développement. Le projet prie le Secrétaire général de prendre les mesures nécessaires en vue de la création du Centre international de recherche sur El Niño à Guayaquil (Equateur), et demande à la communauté internationale de fournir une assistance financière, technique et scientifique et d'apporter sa coopération à cette fin. Les pays membres du Groupe des 77 et la Chine ont pris des mesures dynamiques pour faire face aux problèmes associés au phénomène El Niño et encouragent la communauté internationale à faire de même.

POINT 102 DE L'ORDRE DU JOUR : FORMATION ET RECHERCHE (suite) (A/C.2/54/L.30)

Projet de résolution sur l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (A/C.2/54/L.30)

5. M. TALBOT (Guyana), présentant le projet de résolution au nom du Groupe des 77 et de la Chine, dit que dans l'ensemble les travaux de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR) sont satisfaisants et attire l'attention sur les paragraphes 8 et 10.

POINT 103 DE L'ORDRE DU JOUR : SOUVERAINETE PERMANENTE DU PEUPLE PALESTINIEN DANS LE TERRITOIRE PALESTINIEN OCCUPE, Y COMPRIS JERUSALEM, ET DE LA POPULATION ARABE DANS LE GOLAN SYRIEN OCCUPE SUR LEURS RESSOURCES NATURELLES (suite) (A/C.2/54/L.32)

Projet de résolution A/C.2/54/L.32

6. M. FAHMY (Egypte) présente le projet de résolution au nom des auteurs dont la liste figure dans le document, ainsi que de la Tunisie. Les Etats-Unis d'Amérique ont été inclus par erreur dans la liste des auteurs.

POINT 97 DE L'ORDRE DU JOUR : QUESTIONS DE POLITIQUE MACRO-ECONOMIQUE (suite)

c) COMMERCE ET DEVELOPPEMENT (A/54/15 et Parts I à V, A/54/94-S/1999/518, A/54/304, A/54/392, A/54/486, A/54/529)

7. M. HORN (Département des affaires économiques et sociales), présentant le rapport du Secrétaire général sur les mesures économiques unilatérales utilisées pour exercer une pression politique et économique sur les pays en développement (A/54/386), dit que le Secrétaire général a demandé par écrit aux gouvernements de lui faire parvenir leurs vues ou toute autre information pertinente sur la question. Au 15 octobre 1999, 15 Etats avaient répondu; ces réponses sont résumées au chapitre II. Le chapitre III contient un examen des mesures les plus récentes prises par l'Assemblée générale, la Commission des droits de

/...

l'homme et le Comité des droits économiques, sociaux et culturels, et le chapitre IV contient un résumé des principales conclusions. La réunion du groupe spécial d'experts a été convoquée pour examiner, entre autres, l'impact des mesures coercitives sur les pays concernés.

8. Le Groupe a noté que les mesures économiques coercitives unilatérales avaient souvent des effets contraires à ceux escomptés et soulevaient de vives préoccupations d'ordre humanitaire et éthique. En particulier, le Groupe a exprimé sa préoccupation à l'égard des effets négatifs de telles mesures sur les pays en développement et sur la structure des relations internationales, et a conclu que leur utilisation devait être fortement découragée (A/54/486, par. 47).

9. En tant que solution plus rationnelle, le groupe d'experts a souligné l'importance de la coopération internationale, en particulier des négociations bilatérales et multilatérales sur les questions controversées, les stratégies de main tendue et les mesures économiques positives qui offrent des incitations appropriées et des récompenses et il est convenu que, dans un grand nombre de cas où il s'agit de pays en développement, il est plus efficace d'offrir une assistance financière et technique supplémentaire et des préférences commerciales à l'Etat concerné que d'adopter des mesures économiques coercitives à son égard (A/54/486, par. 58).

10. Enfin, le Groupe a recommandé que la poursuite de la discussion de la question soit appuyée grâce au renforcement de la capacité de suivi et d'analyse du Secrétariat des Nations Unies.

11. M. INSANALLY (Guyana), parlant au nom du Groupe des 77 et de la Chine, dit que le rapport du Secrétaire général sur le commerce international et le développement (A/54/304) traite d'un certain nombre de questions intéressant les pays en développement; entre autres, il souligne la nécessité d'améliorer substantiellement l'accès aux marchés des exportations de biens et de services des pays en développement. Cela nécessiterait le retrait ou la réduction des mesures tarifaires imposées par les pays développés sur une gamme de produits agricoles et industriels. Il faudrait également se pencher sur la question de la progressivité des droits fondée sur l'imposition de droits plus élevés sur les produits intermédiaires ou finis, par rapport aux exportations de produits de base.

12. Vu l'impact différent de la mondialisation et les aspects spécifiques d'un certain nombre d'accords conclus dans le contexte du Cycle d'Uruguay, de nombreux pays en développement continuent de considérer comme prioritaire la révision de l'impact des accords du Cycle d'Uruguay. Pour faire face aux défis actuels posés par la libéralisation du commerce, le programme en faveur du commerce de la CNUCED, qui relie les accords commerciaux aux priorités et préoccupations du développement dans des domaines extrêmement importants, est centré sur des objectifs tels que la réduction des tarifs et le retrait des subventions intérieures à l'exportation. Cette observation est particulièrement pertinente vu la tendance accrue à élargir le domaine de négociations de l'OMC afin d'y introduire des questions qui pourraient être traitées de manière plus appropriée par des organisations orientées vers le développement telles que la CNUCED.

13. Les efforts déployés pour promouvoir le programme en faveur du commerce des pays en développement devraient tenir compte des circonstances spéciales des pays en développement sans littoral. A cet effet, M. Insanally prie la communauté internationale d'accorder une attention et un appui particuliers aux problèmes et aux besoins émergents des pays en développement sans littoral afin de leur permettre de participer efficacement à la mondialisation rapide de l'économie. Le Groupe des 77 et la Chine se félicitent des conclusions et recommandations de la quatrième Réunion d'experts gouvernementaux de pays en développement sans littoral et de pays en développement de transit ainsi que de représentants de pays donateurs et d'organismes de financement et de développement et demande instamment qu'elles soient intégralement mises en oeuvre.

14. L'accent mis sur la nécessité d'accroître la complémentarité et la cohésion entre les politiques commerciales et des considérations plus larges relatives à la stabilité financière et à la génération d'emplois est particulièrement bienvenu. Bien que le rapport du Secrétaire général couvre un certain nombre de questions importantes, l'analyse aurait pu aller plus loin et mettre en évidence les faiblesses de certaines des présomptions sous-tendant le fondamentalisme du marché vu qu'il est de plus en plus admis que certaines des approches de libéralisation du commerce ont eu des effets négatifs dans de nombreux pays en développement. En réalité, la concentration des négociations commerciales au sein de l'OMC a eu tendance à faire porter l'attention sur les règlements commerciaux internationaux et sur leur application, plutôt que sur l'impact qu'ils ont sur le développement, ce qui représente un changement significatif par rapport à la situation qui existait avant les négociations commerciales unilatérales du Cycle d'Uruguay. Nonobstant ces considérations, le rapport a soulevé un certain nombre de questions extrêmement pertinentes et a fourni une base utile de discussion.

15. M. WYATT (Observateur de la Communauté européenne), parlant au nom de l'Union européenne, de la Bulgarie, de Chypre, de l'Estonie, de la Hongrie, de la Lettonie, de la Lituanie, de Malte, de la Pologne, de la République tchèque, de la Roumanie, de la Slovaquie et de la Slovénie, pays associés, déclare que durant les turbulences financières de 1997-1998, les marchés sont restés généralement ouverts et il a été fait opposition aux pressions protectionnistes non seulement par les pays les plus directement affectés par la crise financière mais également par leurs principaux partenaires commerciaux. Ce fait met clairement en évidence l'intérêt d'un système commercial fondé sur des règlements non discriminatoires, convenu par tous ses membres. Lors de la troisième Réunion ministérielle de l'OMC, la Communauté européenne a déployé des efforts pour lancer un cycle de négociations commerciales du millénaire car elle est d'avis qu'un cycle unique et complet portant sur un large ensemble de questions est le meilleur moyen de relever les défis résultant des changements économiques et technologiques rapides et de large portée et de tenir compte des intérêts commerciaux de l'ensemble des membres de l'OMC.

16. Il faut s'assurer que le nouveau cycle de négociations commerciales répondra aux intérêts et préoccupations particuliers des pays en développement et qu'un ordre du jour pour le développement sera pris en compte dans tous les domaines de négociation. Les pays développés devraient être prêts à considérer positivement, en tant qu'éléments d'un programme complet, les propositions avancées par les pays en développement visant à assurer leur complète

/...

intégration au système commercial multilatéral qui comprendraient des propositions tendant à rendre le traitement spécial et différencié plus opérationnel et à améliorer l'accès aux marchés dans des domaines revêtant un intérêt pour les pays en développement. Comme l'ont demandé les pays en développement, l'Union européenne est prête à accepter l'inclusion dans le nouveau cycle de questions relatives au fonctionnement et à l'application des Accords du Cycle d'Uruguay.

17. L'ordre du jour du nouveau cycle concernant le développement devrait viser à parvenir à une approche coordonnée en matière de renforcement des capacités commerciales et d'assistance technique; à intensifier la coopération et à accroître la transparence entre l'OMC et les institutions de Bretton Woods afin d'appuyer la libéralisation des échanges et le développement; et à assurer une complémentarité plus efficace des mesures prises par les organisations internationales pour améliorer la cohérence. Cet ordre du jour devrait également aboutir à une décision par les membres de l'OMC de s'engager à assurer un accès au marché en franchise, pour essentiellement tous les produits exportés par les pays les moins avancés, au plus tard à la fin du nouveau cycle.

18. Le nouveau cycle de négociations devrait inclure des questions nouvelles dans les domaines du commerce et des investissements et du commerce et de la concurrence. Les négociations relatives au commerce et à l'investissement devraient viser à mettre sur pied un cadre multilatéral de règles régissant les investissements internationaux et se concentrer sur les investissements étrangers directs, à l'exclusion des mouvements de capitaux à court terme. Elles devraient créer les conditions propices pour que les investissements internationaux débouchent sur un développement durable tout en préservant la capacité des pays hôtes de réglementer l'activité des investisseurs sur leurs territoires.

19. Les négociations devraient également commencer avec l'élaboration d'un cadre fondamental de principes et de règles de base contraignants concernant le droit et les politiques relatifs à la concurrence interne et leur respect. L'OMC devrait tendre à élaborer de nouvelles approches en matière de pratiques allant à l'encontre de la concurrence ayant un impact significatif sur le commerce et les investissements internationaux, ainsi qu'en matière de promotion de la coopération internationale. La dimension "développement" devrait également être au centre des considérations d'un tel cadre multilatéral en combinant les périodes transitionnelles possibles à l'assistance technique et à la souplesse des règles. Les questions relatives à la facilitation des échanges et au commerce et à l'environnement devraient faire partie des négociations. Le nouveau cycle devrait maximiser les synergies positives entre la libéralisation des échanges, la protection de l'environnement et le développement économique. En ce qui concerne la facilitation des échanges, il serait bon de simplifier, harmoniser et automatiser les procédures, réduire la bureaucratie et la documentation et accroître la transparence. L'OMC devrait élaborer une série d'engagements en ce sens, ce qui serait particulièrement avantageux pour de nombreux négociants des pays en développement.

20. Pour ce qui est du commerce et des droits des travailleurs, il faudrait renforcer la coopération entre les secrétariats de l'OMC et de l'Organisation internationale du Travail (OIT) et créer un groupe de travail conjoint permanent OIT/OMC chargé des questions relatives au commerce, à la mondialisation et au

/...

travail. L'Union européenne est fermement opposée à toute approche fondée sur des sanctions et rejetterait toute tentative d'utiliser les droits des travailleurs à des fins protectionnistes.

21. Le programme de travail de l'OMC concernant la cohérence dans l'élaboration des politiques économiques au niveau mondial devrait être fondé sur trois éléments, à savoir, une approche coordonnée en matière de renforcement des capacités liées au commerce dans les pays en développement; l'intensification de la coopération et de la transparence à l'appui de la libéralisation des échanges; et la promotion de la complémentarité des mesures prises par les organisations internationales en faveur de la cohérence des politiques. Le concept de renforcement des capacités liées au commerce ne pourra être efficacement appliqué que sur la base d'une coordination entre les donateurs et la pleine participation des pays en développement. A cet égard, la Commission européenne a mis de côté 10 millions d'Euros par l'intermédiaire du septième Fonds européen de développement afin d'appuyer l'intégration des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique au système commercial multilatéral.

22. Bien que les propositions de l'Union européenne devraient apporter des avantages substantiels aux pays en développement, à elle seule, l'OMC ne peut pas résoudre tous les problèmes de développement, elle doit oeuvrer en coopération avec d'autres organisations, notamment la Banque mondiale et le FMI, d'autres institutions spécialisées des Nations Unies ainsi qu'avec la CNUCED.

23. Enfin, M. Wyatt déclare que, bien que l'Union européenne soit d'accord avec la vue exprimée dans le rapport sur le commerce et le développement de 1999 de la CNUCED, selon laquelle tous les pays n'avaient pas bénéficié comme prévu des résultats du Cycle d'Uruguay, il ne pense pas que la libéralisation du commerce dans les pays en développement ait eu un effet négatif sur la croissance économique et le développement ou qu'elle ait été la cause de la crise financière. La dixième session de la CNUCED qui doit se tenir prochainement offrira à la communauté internationale une importante occasion de se concentrer sur le commerce et autres questions liées à la mondialisation et au développement.

24. M. OSEI-DANQUAH (Ghana) déclare que tous les pays ont réitéré qu'ils sont fermement convaincus qu'un système ouvert, fondé sur des règles, non-discriminatoire, transparent et multilatéral fournirait un cadre à la promotion économique et sociale, pourtant en fait, l'application des accords du Cycle d'Uruguay continue de refléter un déséquilibre au sein de l'Organisation mondiale du commerce. Souvent, il apparaît que les instructions concernant le libre échange ne s'appliquent qu'aux pays en développement, l'agriculture n'étant qu'un exemple de cette approche faussée. Il ressort implicitement du rapport du Secrétaire général sur le commerce international et le développement (A/54/304) que les obligations doivent être assumées en toute équité, entièrement et exactement afin de garantir à tous les pays les bénéfices du commerce élargi.

25. Les crêtes tarifaires et la progressivité des droits dans les domaines d'exportation présentant un intérêt pour les pays en développement, tels que l'agriculture, les vêtements et les textiles et les chaussures continuent de poser des difficultés considérables. L'exploitation des lacunes dans les procédures antidumping et l'imposition unilatérale de normes sanitaires et de

/...

sécurité aux pays en développement et aux pays aux économies en transition sont venus s'ajouter aux déséquilibres du Cycle d'Uruguay. Des progrès ont été accomplis dans quelques domaines, mais la majorité des pays en développement resteront en marge de l'économie mondiale s'il sont incapables de s'industrialiser. Le potentiel mondial de création de richesse demeurera limité tant que de larges régions du monde demeurent économiquement sous-développées.

26. L'importance de la concurrence sur un pied d'égalité pour tous les pays est de plus en plus reconnue; en conséquence, un traitement spécial et différencié doit devenir une question intersectorielle dans tous les aspects des négociations. La question de l'accès des pays en développement aux marchés nécessite une approche intégrée. Les rigidités de l'offre ont empêché de nombreux pays, particulièrement en Afrique, de tirer pleinement parti du traitement préférentiel et de l'accès aux marchés et leurs besoins en assistance technique doivent être reconnus.

27. Pour ce qui est de l'Accord général sur le commerce des services, les pays en développement qui procèdent à l'élaboration d'un cadre de réglementation pour leurs secteurs des services devraient continuer à bénéficier d'une certaine souplesse en ce qui concerne l'accord, notamment en recevant un appui pour élaborer des cadres de réglementation qui répondent à leurs objectifs de développement. L'Accord sur les mesures concernant les investissements liées au commerce devrait être révisé pour s'assurer qu'il contient une dimension "développement". Les pays en développement devraient également recevoir une assistance pour tirer avantage du mécanisme de règlement des différends de l'OMC et améliorer leurs systèmes de normes et d'examens.

28. L'impact de la crise financière a été la preuve du lien qui existe entre le commerce, les finances et le développement et on ne peut trop souligner la nécessité d'une gouvernance mondiale cohérente des finances et du commerce. De même, pour l'ensemble des pays en développement, les recettes provenant des exportations constituent un élément majeur des ressources allouées au développement. Il est donc temps d'équilibrer l'accent mis sur les courants financiers par une évaluation rationnelle du rôle joué par le commerce dans la génération de ressources financières aux fins du développement.

29. Dans quelques pays développés, la capacité des dirigeants de promouvoir un libre échange est restreinte par les réactions de peur et de résistance de ceux qui risquent de perdre leur emploi face à une concurrence loyale. Les gouvernements ont la responsabilité de garantir que les secteurs bénéficiant le plus de la libéralisation du commerce mondial appuient la nécessité de transformer d'autres secteurs dans leurs économies qui y perdront nécessairement. L'acceptation de ce principe conduirait à la création des conditions nécessaires à un système commercial mondial réellement équitable, ouvert et transparent.

30. M. GALLAGHER (Etats-Unis d'Amérique) dit que le monde est arrivé à un tournant excitant en matière de commerce et de développement. Le Gouvernement des Etats-Unis s'est engagé à garantir que le cycle de négociations de Seattle, qui doit se tenir prochainement, relèvera les niveaux de vie et renforcera les possibilités dans l'ensemble du monde en développement. Ces négociations doivent éliminer les politiques faussant les échanges, réduire les droits, promouvoir des procédures transparentes et décourager la corruption, tout en

/...

maintenant la durabilité de l'environnement en même temps que l'expansion des échanges. Les Etats-Unis appuient également les normes fondamentales du travail permettant aux personnes de travailler dans la dignité et de retirer les fruits de leur travail.

31. Les Etats-Unis reconnaissent depuis longtemps que l'économie mondiale pourrait être bénéfique, mais que l'impact de la mondialisation sur le développement n'a pas été uniforme. Ils sont fermement convaincus que des possibilités commerciales accrues stimulerait la croissance économique des pays en développement, mais que cela ne serait pas suffisant pour garantir que tous les pays atteignent un développement durable du point de vue de l'environnement ou que les bénéfices de l'économie mondiale se fassent également sentir au niveau national. Les gouvernements doivent jouer leur rôle - grâce à des politiques intérieures encourageant la concurrence, les investissements étrangers directs et stimulant le secteur privé - en créant les conditions nécessaires.

32. M. Gallagher réitère l'appui de sa délégation à la CNUCED et aux efforts qu'elle déploie pour aider les pays en développement à s'intégrer au système commercial multilatéral. Vu l'importance de son analyse des effets des tendances du commerce et des investissements étrangers directs sur le développement, la délégation des Etats-Unis prie la CNUCED de fournir un tableau plus complet de l'ensemble des avantages de la libéralisation des échanges ainsi que de faire mieux comprendre les choix politiques critiques auxquels doivent faire face aussi bien les pays développés que les pays en développement. Les Etats-Unis restent très attachés building on les promesses d'un partenariat pour le développement.

33. En conclusion, M. Gallagher fait observer que le Sénat venait d'adopter une législation visant à renforcer les relations commerciales des Etats-Unis avec les pays d'Afrique sub-saharienne et des Caraïbes. L'African Growth and Opportunity Act pourrait encourager les réformes économiques et politiques en offrant aux nations africaines qui procèdent à des réformes une série d'incitations et d'avantages qui les aideraient à croître et à s'intégrer à l'économie mondiale. L'Initiative du bassin des Caraïbes a pour but d'accroître les échanges entre les Etats-Unis et les Caraïbes en renforçant les partenariats dans le domaine des textiles et de la confection.

34. M. TCHOULKOV (Fédération de Russie) dit que sa délégation pense comme il est dit dans le rapport du Secrétaire général, que le principal problème du commerce international continue d'être le maintien de conditions stables, prévisibles et non discriminatoires d'accès aux marchés pour les produits et les services de tous les pays, y compris les pays en développement et les économies en transition. Malheureusement, les progrès dans ce domaine ont été lents et même après la création de l'OMC, les mesures protectionnistes et les obstacles au commerce persistent. Il est regrettable que des mesures antidumping soient utilisées de plus en plus fréquemment par les pays développement car elles sapent les avantages compétitifs naturels de ces pays, par exemple, une main-d'oeuvre relativement bon marché et les matières premières. Chaque année, les restrictions imposées au commerce causent des pertes significatives à son pays parmi d'autres et la délégation russe demande aux puissances commerciales de faire preuve de retenue dans l'utilisation des mesures restrictives.

/...

35. Bien qu'elle appuie le large consensus sur l'opposition au protectionnisme et la libéralisation du commerce, la Fédération de Russie aimerait voir le processus de libéralisation avancer d'une manière équilibrée, dans l'intérêt d'une plus grande stabilité et du développement durable pour toutes les régions. Il faudrait faire preuve d'une meilleure compréhension des situations nationales spécifiques qui risquent d'influencer le rythme et la portée de la libéralisation. La délégation russe attache de l'importance à l'universalité du système commercial multilatéral grâce à l'adhésion de nouveaux membres à l'OMC, et espère que la conférence ministérielle qui doit avoir lieu prochainement donnera un nouvel élan politique au processus. La délégation russe tient à préciser que les pays qui accèdent aux accords ne devraient pas être tenus de contracter des obligations allant au-delà de celles qui reviennent aux membres originels de l'OMC.

36. Enfin, la Fédération russe reconnaît le rôle très important que joue la CNUCED en tant que principal organe de coordination du système des Nations Unies dans le domaine du commerce et du développement et en tant que plate-forme de discussions sur la libéralisation des échanges, les courants de capitaux et le transfert de technologies. Sa contribution est utile aussi bien au niveau conceptuel qu'au niveau pratique.

37. M. ESCANERO (Mexique), parlant au nom du Groupe de Rio, déclare que deux questions présentent un intérêt particulier pour les membres du Groupe de Rio : l'accès aux marchés et l'évolution du système commercial multilatéral, y compris un ordre du jour pour le commerce lors du prochain cycle de négociations commerciales multilatérales. Ces deux questions sont étroitement reliées car un accès amélioré aux marchés est essentiel si le système commercial multilatéral doit tenir vraiment compte des intérêts et des besoins des pays en développement. L'élimination des crêtes tarifaires et de la progressivité des droits, particulièrement dans les secteurs agricole et industriel, est de toute première priorité. Il faut également cesser d'abuser des mesures antidumping.

38. En ce qui concerne l'évolution du système commercial multilatéral, les membres du Groupe de Rio sont d'avis qu'il est important de créer les conditions qui leur permettraient de surmonter les effets de la crise financière; c'est-à-dire éviter le protectionnisme et relever les prix des produits. Ils surveillent également de près le mécanisme de règlement des différends de l'OMC et aimeraient que soient créés des mécanismes permanents d'assistance technique en faveur des pays en développement. Ils estiment que la CNUCED a fait un excellent travail pour ce qui est d'aider les pays en développement dans ces domaines.

39. Enfin, les efforts d'intégration régionale, fondée sur le principe d'un régionalisme ouvert, en Amérique latine et dans les Caraïbes a donné des résultats significatifs en matière de libéralisation du commerce et des services et a encouragé le commerce avec d'autres régions, y compris l'Union européenne, les Etats-Unis et le Canada et les pays de la région de l'Asie et du Pacifique. Le Groupe de Rio est d'avis que le commerce et le développement est le point le plus important à l'ordre du jour de la Commission car il met en relief le rôle essentiel que joue le commerce international dans le développement.

40. M. AUJALI (Jamahiriya arabe libyenne) dit que les défis accrus que pose pour les perspectives de développement des pays en développement l'accélération

/...

de la mondialisation et de la libéralisation mettent en relief l'importance des travaux entrepris par la CNUCED en faveur des pays en développement.

L'enseignement tiré de la crise financière asiatique est que si les pays en développement ne sont pas capables de faire face efficacement aux défis posés par les processus économiques mondiaux, une volatilité systémique accrue pourrait ravager leurs économies. Une autre leçon est que l'incapacité des négociations commerciales du Cycle d'Uruguay de déboucher sur des résultats équilibrés, justes et équitables a conduit les pays en développement à refuser d'examiner de nouvelles questions au cours des prochaines négociations commerciales. Le message évident est que les partenaires du développement ne peuvent plus se permettre de fonctionner seuls : pour la stabilité et la prospérité de leurs propres pays et populations, ils ont besoin de l'économie mondiale pour fonctionner harmonieusement et cela implique une participation efficace des pays en développement.

41. L'appui que la CNUCED pourra apporter aux pays en développement dans les négociations commerciales multilatérales qui se tiendront à la suite de la troisième Conférence ministérielle de l'OMC revêt une importance critique si l'on veut que les négociations commerciales futures aient des résultats équitables, équilibrés et applicables.

42. La nécessité de fournir un appui accru aux pays en développement est reflétée dans quatre réalités importantes : premièrement, à moins que des mesures efficaces soient prises aux niveaux national et mondial pour réglementer, superviser et contrôler les activités financière et les courants de capitaux internationaux, l'instabilité financière se répétera de plus en plus fréquemment et avec plus de force, détruisant les économies les plus fragiles et les populations les plus vulnérables et paralysant les efforts qu'ils déploient pour éliminer la pauvreté.

43. Deuxièmement, les asymétries, déséquilibres et préjudices sérieux à l'encontre des pays en développement qui se sont intégrés au système commercial international ont accru les coûts pour ces pays d'une plus grande intégration à ce système.

44. Troisièmement, comme il ressort de la récente crise financière survenue en Asie, il existe des relations étroites entre le commerce et les finances, et les marchés financiers. Les déséquilibres commerciaux sont également une cause importante de l'instabilité financière et monétaire. Un traitement intégré du commerce et des finances est essentiel à un diagnostic correct du problème et à l'élaboration de politiques nationales et mondiales cohérentes.

45. Quatrièmement, pour la grande majorité des pays en développement, l'objectif consistant à s'intégrer de manière efficace, rapide et avantageuse à l'économie mondiale demeurera un mirage à moins que leurs capacités d'appui et leurs infrastructures soient renforcées et qu'il soit remédié à leurs faiblesses institutionnelles le plus tôt possible. Pour remédier à toutes ces faiblesses, particulièrement les faiblesses institutionnelles dans les domaines des transports et de l'offre il faudra mettre l'accent sur le renforcement des institutions et adopter des mesures publiques correctives et interventionnistes, ainsi que de faire preuve d'une plus grande souplesse à l'égard des pays en développement dans les arrangements mondiaux. La Conférence ministérielle de l'OMC, à Seattle, la dixième session de la CNUCED et la troisième Conférence des

/...

Nations Unies sur les pays les moins avancés devraient procéder à un examen approfondi de ces questions.

46. Ces dernières années des mesures coercitives unilatérales ont été de plus en plus souvent imposées aux pays en développement. Les Etats-Unis d'Amérique ont imposé de telles sanctions à plus de 65 pays. Les résolutions de l'Assemblée générale ont constamment souligné que de telles mesures étaient un moyen de coercition politique et économique à l'égard des pays en développement et qu'elles avaient un effet négatif sur leurs économies et leurs efforts de développement. La communauté internationale devrait davantage s'efforcer de mettre fin à ces politiques qui ne sont pas conformes aux principes de base et aux normes du droit international et des accords internationaux.

47. M. JAYANAMA (Thaïlande), parlant au nom des pays membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), dit que bien que la peur d'une récession mondiale à la suite de la crise financière asiatique se soit dissipée, un travail vigoureux est encore nécessaire afin de restaurer la foi et la confiance des pays en développement dans le système commercial multilatéral. Ils ont dorénavant dangereusement tendance à s'écarter de l'ouverture et à ralentir la libéralisation des échanges. Cette tendance ne doit pas se poursuivre. Il faudra également corriger les déséquilibres du système commercial multilatéral et du système financier qui créent des asymétries et causent des préjudices aux pays en développement.

48. L'ANASE demeure attachée à la promotion d'une libéralisation économique qui tienne compte des objectifs de développement des pays en développement. Elle appuie pleinement le lancement d'un nouveau cycle de négociations commerciales au sein de l'OMC. Outre les négociations déjà prévues dans les domaines des services et de l'agriculture, ce cycle devrait inclure des négociations approfondies en matière d'accès aux marchés, notamment sur les droits industriels. Le nouveau cycle devrait être équilibré, adopter un ordre du jour suffisamment large et prévoir la conclusion des négociations sur trois ans. Il devrait tenir compte de manière adéquate des préoccupations des pays en développement quant à l'application efficace des dispositions relatives au traitement spécial et différencié des accords de l'OMC et à l'appui continu en matière de renforcement des capacités et d'assistance technique.

49. L'ANASE aimerait que les accords du Cycle d'Uruguay soient appliqués pleinement et de bonne foi. Il faut se pencher objectivement sur la prolifération des procédures antidumping et sur l'utilisation de mesures anticonturnement, ainsi que d'éclaircir certaines dispositions de l'accord antidumping. L'ANASE aimerait que la libéralisation du commerce des produits agricoles se poursuive, notamment l'accès aux marchés, l'élimination des subventions à l'exportation et des interdictions et/ou restrictions injustifiables à l'exportation et la réduction de l'appui intérieur. L'ANASE appuie pleinement la reconduction de l'actuel moratoire sur les droits perçus sur les transactions du commerce électronique. A son avis, l'adhésion de nouveaux membres qualifiés à l'OMC renforcerait son universalité.

50. La dixième session de la CNUCED pourrait offrir à la communauté internationale l'occasion de traiter de manière exhaustive les questions relatives au commerce, aux finances et au développement dans le contexte de la mondialisation; elle pourrait dans une large mesure aider à former un consensus

/...

sur les nouvelles stratégies de développement fondées sur la croissance, la stabilité, l'avantage mutuel et l'équité. La CNUCED devrait continuer à axer ses travaux analytiques sur les tendances émergentes afin de mettre au point les politiques dans les domaines de plus en plus interdépendants du commerce, de l'investissement, de la technologie et des finances, ainsi que fournir une assistance technique aux pays en développement pour les aider à se préparer pour les négociations commerciales.

51. L'ANASE poursuit ses efforts de libéralisation commerciale régionale. L'accélération de la création de la zone de libre-échange de l'ANASE, qui a pour objectifs d'éliminer les droits à l'importation sur tous les produits des six membres originels de l'ANASE d'ici 2015 et des nouveaux membres d'ici 2018, se déroule comme prévu. Les pays membres de l'ANASE ont également fait tout ce qui est en leur pouvoir pour assurer que la région était ouverte aux investissements étrangers.

52. M. KOLBY (Norvège) dit que la troisième Conférence ministérielle de l'OMC et la dixième session de la CNUCED devraient avoir pour objectif de faciliter l'intégration des pays en développement à l'économie mondiale, particulièrement des pays les moins avancés en facilitant l'accès de leurs produits aux marchés, en fournissant plus de ressources, en améliorant la coordination et en ciblant mieux l'assistance technique liée au commerce, en accordant une attention spéciale à leurs besoins particuliers dans le cadre des dispositions relatives au traitement spécial et différencié. De telles mesures assureraient un développement cohérent du système commercial multilatéral. Sans cela, une grande partie des membres de l'OMC considéreront le système de moins en moins conforme à leurs intérêts. La Norvège espère que la Conférence ministérielle de l'OMC pourra pleinement souscrire à la création d'un centre consultatif juridique indépendant chargé des questions juridiques touchant l'OMC qui permettrait aux pays les moins avancés et aux autres de mieux protéger leurs droits commerciaux.

53. La CNUCED est bien placée pour aider à faire mieux comprendre la façon dont le processus de mondialisation pourrait devenir compatible avec les aspirations des pays en développement, et ses pays membres devraient lui fournir des directives claires sur les domaines dans lesquelles elle pourrait fournir une valeur ajoutée. Il est cependant important que la CNUCED ne fasse pas double emploi avec d'autres organisations et se concentre sur les domaines où elle jouit d'un avantage comparatif, particulièrement le commerce et le développement, et dans le domaine des investissements. La Norvège aimerait voir la CNUCED jouer un rôle dans la promotion des échanges Sud-Sud et dans la coopération économique régionale entre pays en développement.

54. La CNUCED a fourni une contribution utile dans le domaine de l'assistance technique liée au commerce et du renforcement des capacités des pays en développement en vue de leur permettre de jouer pleinement leur rôle dans les négociations commerciales. L'assistance fait également partie intégrante des activités de l'OMC. La proposition de la Norvège tendant à ce que l'assistance technique fournie par l'OMC soit financée par prélèvement sur son budget ordinaire plutôt que sur des ressources extrabudgétaires a été largement appuyée et a été incluse dans le projet de Déclaration de Seattle.

55. Lors de la future session de la CNUCED, la Norvège accordera une attention particulière au lien qui existe entre les politiques nationales et l'environnement économique international. Elle pense qu'il est possible d'améliorer les structures existantes de la CNUCED, en particulier en ce qui concerne l'interaction entre les réunions d'experts, les commissions et le Conseil du commerce et du développement.

56. Mme KUMARI (Inde) déclare qu'au cours des années 90, il est devenu évident qu'il existait une asymétrie significative dans la nature de la libéralisation des échanges entre les pays en développement et les pays développés. Les pays en développement ne doutent pas du potentiel intrinsèque des échanges en tant qu'élément important de la croissance, et beaucoup d'entre eux sont plus attachés à un système commercial multilatéral fondé sur des règles que ne le sont leurs principaux partenaires commerciaux des pays développés, pour qui l'unilatéralisme représente toujours aussi bien une solution qu'une tentation.

57. Quelle que soit la forme que revêtira le nouveau cycle de négociations commerciales, s'il doit avoir un sens, il devra tenir compte des préoccupations que causent aux pays en développement les déséquilibres et les contraintes auxquels la croissance de leurs exportations, et partant, leur potentiel de développement, sont assujettis. Le Cycle d'Uruguay a peu fait pour améliorer l'accès aux marchés des biens et des services qui représentent réellement un intérêt pour les pays en développement. Le recours abusif aux mesures antidumping, ainsi qu'à d'autres mesures d'intervention compromettent également les avantages découlant de libéralisation des échanges. Les règles et régimes de l'OMC sont déséquilibrés, imposant des droits élevés sur l'innovation industrielle et les brevets mais accordant peu de protection à la biodiversité et aux connaissances traditionnelles et autochtones qui constituent la base de la révolution bio-technologique dans les domaines de l'agriculture et de la pharmacologie.

58. Il est nécessaire de créer une architecture technologique internationale viable qui récompense et encourage l'innovation et le développement technologique, mais non au prix de la marginalisation des pays les plus pauvres et les plus vulnérables ou l'accroissement des disparités entre nations. Il est extrêmement inquiétant que le coût élevé de la technologie puisse faire obstacle à l'innovation et au progrès technologique et que la poursuite de la recherche et de l'innovation technologique soit tenue en otage par les préoccupations de quelques pays. Seul 2 % de la recherche en matière de santé était consacrés à la pneumonie, aux maladies diarrhéiques et à la tuberculose, bien qu'elles représentent 18 % des maladies dans le monde.

59. Il faudrait trouver un équilibre entre l'utilité de rechercher un ensemble de règles, de privilèges et d'obligations communs et uniformes qui soient applicables à tous les membres de l'OMC et le fait inéluctable que les pays en développement membres ont atteint des stades différents de développement. Le concept de traitement spécial et différencié qui avait été accepté à contre-cœur lors des cycles de négociations commerciales précédents devrait être renforcé et il faudrait lui donner un sens.

60. Le quatrième domaine de préoccupation est celui du commerce des services, où il est crucial de garantir que la souplesse de l'architecture envisagée dans l'Accord général sur le commerce des services demeure intacte. Il est également

/...

de première importance de revoir les restrictions imposées à la circulation des personnes; les engagements concernant le mode de fourniture des services et la circulation des personnes devraient prendre un caractère sectoriel et catégoriel, et il faudrait supprimer l'examen des besoins économiques ou établir des critères spécifiant les conditions d'un tel examen.

61. En 1999, le déficit commercial a été accompagné d'un retour du protectionnisme, avec les accords dits d'autolimitation volontaire des exportations. Le retour de tels "échanges encadrés" est et devrait être considéré comme inquiétant. La deuxième tendance préoccupante est l'impact à long terme de la récente crise financière. Une analyse des ajustements des balances des opérations courantes entreprise à la suite de cette crise suggère qu'ils ont été entrepris de la manière la plus inefficace - non grâce à un cycle vertueux d'expansion des exportations conduisant à la croissance des marchés mais par l'intermédiaire d'un cycle vicieux de répression des importations, qui ont causé des pertes des valeurs à l'exportation dues aux effets combinés de l'inflation et de la contraction de la demande, un excès de l'offre et des dévaluations monétaires. Cela a mis en relief la nécessité d'examiner de manière approfondie la cohérence entre les systèmes financiers, monétaires et commerciaux internationaux. Un autre domaine de préoccupation est le soit-disant "protectionnisme d'antériorité" s'appuyant sur des conditions en matière d'environnement et de main-d'oeuvre pour servir la cause d'un protectionnisme plus étendu.

La séance est levée à 13 h 15.